

## INTRODUCTION

# ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA SHOAH EN BULGARIE ET DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS : ESQUISSE D'UN CHANTIER HISTORIOGRAPHIQUE TRANSNATIONAL<sup>1</sup>

**Nadège Ragaru**

Sciences Po (CERI)

Dans la topographie symbolique de la Shoah, la chute du communisme, l'ouverture d'archives est-européennes longtemps restées inaccessibles et l'émergence d'une nouvelle génération d'historiens ont esquissé une réorientation des questionnements. Un déplacement vers l'Est du centre de gravité de l'Holocauste a été observé, qui a accompagné la restitution plus fine des mécanismes de persécution et d'extermination des Juifs d'Europe, singulièrement dans des pays comme la Pologne, l'Ukraine, la Biélorussie et la Russie<sup>2</sup>. L'opération des bureaucraties au quotidien, les formes d'implication dans les violences au-delà de la tripartition classique entre exécuteurs, victimes et *bystanders*, la résistance en milieux juifs et non-juifs, ainsi que les imbrications entre dynamiques locales, nationales et internationales nous sont désormais mieux connues<sup>3</sup>. Il semblerait toutefois que le voyage de nos curiosités historiennes ait rarement fait halte dans les Balkans. Il suffit de consulter les encyclopédies consacrées à l'histoire de la Shoah, les revues spécialisées et les catalogues des grandes bibliothèques pour se convaincre que la Yougoslavie, la Bulgarie et – à un moindre degré – la Grèce demeurent aujourd'hui encore à la périphérie de l'écriture et de la mémoire de l'Holocauste<sup>4</sup>.

1 L'auteur souhaite remercier Liljana Dejanova et Roumen Avramov pour leurs précieux commentaires sur une version antérieure de ce texte.

2 Au sein d'une très vaste littérature, on évoquera Arad Yitzhak, *The Holocaust in the Soviet Union*, Lincoln & Jerusalem: University of Nebraska Press & Yad Vashem, 2009 ; Omer Bartov, *Erased: Vanishing Traces of Jewish Galicia in Present Day Ukraine*, Princeton: Princeton University Press, 2007 ; Ralph Ogorreck, *Les Einsatzgruppen, les groupes d'intervention*, Paris : Mémorial de la Shoah & Calmann-Lévy, 2007 ; Christopher Browning, *Ordinary Men: Reserve Police Battalion 101 and the Final Solution in Poland*, New York : HarperCollins, 1992 ; sur l'historiographie dédiée à la Pologne, voir Audrey Kichelewski, « Préface » de Jan T. Gross, *La Peur. L'antisémitisme en Pologne après Auschwitz*, Paris : Calmann-Lévy, 2010, p. I-VIII ; Audrey Kichelewski, « La peur des Juifs ou des Juifs qui ont peur ? Fear de Jan T. Gross et les débats sur l'antisémitisme en Pologne », *Annales*, 5, 2009, p.1091-1104.

3 Pour une introduction à ces chantiers, voir Ivan Jablonka et Annette Wiewiorka (dir.), *Nouvelles perspectives sur la Shoah*, Paris : PUF & La vie des idées, 2013. Parmi les travaux ayant contribué au renouvellement des questionnements sur la Shoah en France, voir Claire Zalc, Tal Bruttman, Ivan Ermakoff et Nicolas Mariot (dir.), *Pour une microhistoire de la Shoah*, Paris : Le Seuil, Genre humain, 2012 ; Nicolas Mariot et Claire Zalc, *Face à la persécution. 991 Juifs dans la guerre*, Paris : Odile Jacob & Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 2010 ; Ivan Jablonka, *Histoire des grands-parents que je n'ai pas eus*, Paris : Le Seuil, 2012 ; Tal Bruttman, *Aryanisation économique et spoliations en Isère (1940-1944)*, Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 2010.

4 Pour une première approche de la littérature existante, se reporter à la bibliographie proposée en fin de volume.



SOMMAIRE



CITER CET ARTICLE

**■ ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA SHOAH EN BULGARIE ET DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS :  
ESQUISSE D'UN CHANTIER HISTORIOGRAPHIQUE TRANSNATIONAL / Nadège Ragaru**

Le propos vaut particulièrement pour les territoires qui furent administrés par la Bulgarie pendant la guerre. Ayant rejoint le Pacte tripartite le 1<sup>er</sup> mars 1941, ce pays obtint un mois plus tard de l'Allemagne nazie le gouvernement de l'essentiel de la Macédoine du Vardar (Royaume de Yougoslavie), de la Thrace égéenne (Grèce) et de la région de Pirot (Serbie) (*voir illustration 1*, p. 5)<sup>5</sup>. Dans le « vieux Royaume », les Juifs furent soumis à un arsenal de mesures antijuives (port de l'étoile jaune, exclusions professionnelles, spoliation, enrôlement dans des camps de travail, expulsion depuis les grandes villes, etc.). Cependant les pouvoirs publics reportèrent la déportation des Juifs devant les protestations de segments de la société, avant d'y renoncer à l'heure des revers militaires allemands. Les 48 000 Juifs bulgares échappèrent ainsi à l'extermination. En revanche, 11 343 Juifs de Macédoine, de Thrace égéenne et du Pirot furent raflés, internés dans des camps de transit et déportés vers Treblinka. On estime à quelques centaines le nombre des Juifs qui échappèrent aux arrestations. Longtemps, le nom de la Bulgarie fut associé à la seule image de l'exceptionnelle survie des Juifs bulgares, la littérature sur le sort des Juifs de Yougoslavie et de Grèce sous gouvernement bulgare demeurant lacunaire<sup>6</sup>.

Est-il possible de dresser un « inventaire de nos désintérêts »<sup>7</sup> et de tenter d'en rendre raison ? Éliminons d'entrée une hypothèse, à savoir que la rareté des études refléterait une parcimonie des traces documentaires. Ce sont les questionnements historiens qui suscitent l'identification, la localisation et la collecte de sources, lesquelles abondent par ailleurs dans les fonds des Archives nationales bulgares, spécialement ceux du Commissariat aux affaires juives, de la Direction de la police, du Conseil des ministres, etc. Trois autres variables paraissent offrir des pistes plus fécondes : elles concernent l'inscription de ces territoires au sein des États et des récits nationaux, les effets de la guerre froide sur la partition des savoirs et, enfin, l'existence (ou non) de survivants ayant pu se faire les scribes de ce passé.

Dans les historiographies yougoslave, macédonienne, grecque et bulgare, les destinées des Juifs des territoires rattachés à la Bulgarie ont longtemps tenu des rôles auxiliaires. Assourdissant est le silence d'une historiographie bulgare qui, au-delà du travail de collecte d'archives réalisé en 1945 par Natan Grinberg<sup>8</sup>, attendit l'année 2004 pour voir une première monographie publiée<sup>9</sup> et 2013 pour l'édition de deux volumes de documents

5 L'historiographie de langue française est particulièrement parcimonieuse : le seul ouvrage consacré à la non-déportation des Juifs bulgares et, plus marginalement, à la déportation des Juifs depuis les territoires occupés, a été coordonné par le philosophe d'origine bulgare Tzvetan Todorov en 1999. Il s'agit d'un recueil de documents commentés : Tzvetan Todorov, *La fragilité du bien. Le sauvetage des Juifs bulgares*, Paris : Albin Michel, 1999.

6 Parmi les exceptions en langues occidentales, voir Nissan Oren, « The Bulgarian Exception: A Re-assessment of the Salvation of the Jewish Community », *Yad Vashem Studies*, 7, 1968, p.83-106. Quatre ans plus tard, l'historien américain Frederick Chary offrait une description détaillée des déportations : Frederick Chary, *The Bulgarian Jews and the Final Solution 1940-1944*, Pittsburgh: University of Pittsburgh Press, 1972, p.101-128. Voir aussi Vicki Tamir, *Bulgaria and her Jews: The History of a Dubious Symbiosis*, New York: Sepher Hermon Press, 1979, p.159-218.

7 L'expression est empruntée à Romain Bertrand, *L'histoire à parts égales. Récits d'une rencontre Orient-Occident (xvi<sup>e</sup>-xvii<sup>e</sup> siècle)*, Paris : Le Seuil, 2011, p.11.

8 Natan Grinberg, *Dokumenti* [Documents], Sofia: Centralnata konsistorija na evreite v Bălgarija, 1945.

9 Ivan Hadžijski, *Sădbata na evrejskoto naselenie ot Belomorska Trakija, Vardarska Makedonija i Jugozapadna Bălgarija prez 1941-1944 g.* [Le destin de la population juive de Thrace égéenne, de Macédoine du Vardar et de Bulgarie du Sud-Est durant les années 1941-1944], Dupnica: IIA Devora MarBi, 2004.

■ ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA SHOAH EN BULGARIE ET DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS :  
ESQUISSE D'UN CHANTIER HISTORIOGRAPHIQUE TRANSNATIONAL / Nadège Ragaru

décrivant les déportations avec une minutie d'horloger<sup>10</sup>. En Bulgarie, à compter des années 1960 l'histoire de la Shoah s'est peu à peu réduite à un récit du sauvetage où l'identité des héros variait au gré des inflexions politiques. Plus complexes sont les configurations yougoslave et grecque. Après l'invasion allemande du printemps 1941, le Royaume de Yougoslavie et la Grèce, démembrés, furent soumis à des régimes d'occupation pluriels et évolutifs. Calendrier et mécanismes de la persécution des Juifs varièrent selon les zones d'occupation, ce qui - ajouté à la diversité des pratiques administratives des États, de leurs habitudes archivistiques et de leurs usages linguistiques - rend difficile une restitution des dynamiques de l'Holocauste à l'échelle des pays d'avant-guerre.

Nonobstant ces contraintes, jusqu'à la création d'un État indépendant de Macédoine en 1991, le récit de l'Holocauste - élaboré à l'échelle de la Fédération yougoslave - a été principalement centré sur la persécution des Juifs de Croatie, de Serbie et de Bosnie-Herzégovine. Le faible nombre des survivants de Macédoine, le statut périphérique accordé à cette république du Sud dans l'architecture yougoslave, les lectures consensuelles des souffrances juives macédoniennes (qui, à la différence de celles des autres Républiques, ne devinrent pas otages des contentieux nationaux entre Croates, Serbes et Musulmans dans les années 1980) fournissent les paramètres de cette narration oubliée, sans parvenir à l'élucider totalement<sup>11</sup>. En faisant de Skopje le centre depuis lequel l'histoire de la seconde Guerre mondiale est relue, l'éclatement de la Yougoslavie a bouleversé cette hiérarchie des intérêts, conférant une visibilité inédite aux mobilisations en faveur d'une meilleure (re)connaissance de la Shoah en Macédoine<sup>12</sup>.

10 Nadja Danova i Roumen Avramov, *Deportiraneto na evreite ot Vardarska Makedonija, Belomorska Trakija i Piro, mart 1943 g. Dokumenti ot bälgarskite arhivi* [La déportation des Juifs de Macédoine de Vardar, de Thrace égéenne et de Piro, mars 1943. Documents des archives bulgares], Sofia: Obedinjeni izdateli, 2013, 2 vol. Certains documents avaient fait l'objet de publications antérieures, notamment dans David Koen (dir.), *Oceljavaneto. Sbornik ot dokumenti 1940-1944* [La survie. Recueil de documents 1940-1944], Sofia: Izdatelski centär 'Šalom', 1995 ; Bälgarska akademija na naukite, Institut po istorija, *Obrečeni i spaseni. Bälgarja v antisemitskata programa na Tretija rajh. Izsledvanija i dokumenti*, Sofia: Sineva, 2007 ; Vitka Toškova et al., *Bälgarja, svoenravniat säjuznik na Tretija rajh* [La Bulgarie, alliée têtue du Troisième Reich], Sofia: Voennozdatelski kompleks 'Sv. Georgi Pobedonosec', 1992.

11 Font ici exception les écrits de l'historien macédonien Aleksandar Matkovski et les documents édités par l'Académie des sciences et des lettres macédoniennes en 1986 : Aleksandar Matkovski, « The Destruction of the Macedonian Jewry in 1943 », *Yad Vashem Studies*, 3, 1959, p.203-258 ; Aleksandar Matkovski, *Tragedijata na Evreite od Makedonija* [La tragédie des Juifs de Macédoine], Skopje: Kultura, 1962 ; Aleksandar Matkovski, *Istorija na Evreite vo Makedonija* [Histoire des Juifs de Macédoine], Skopje: Macedonian Review Editions, 1983 ; Žamila Kolonomos i Vera Vesković-Vangeli (dir.), *Evreite vo Makedonija vo Vtorata svetska vojna (1941-1945). Zbornik na dokumenti* [Les Juifs en Macédoine pendant la seconde Guerre mondiale (1941-1945). Recueil de documents], Skopje: Makedonska akademija na naukite i imetnostite, 1986, 2 vol.

12 Central est, à cet égard, le rôle joué par le Fonds de l'Holocauste des Juifs de Macédoine et par le Musée mémorial de l'Holocauste inauguré à Skopje en mars 2011. L'historiographie macédonienne s'est également enrichie de nouveaux travaux, souvent des monographies locales, parmi lesquels Mišo Kitanoski i Biljana Loteska (dir.), *Skopskite evrei* [Les Juifs de Skopje], Skopje : Kitano Press, 2002 ; Liljana Šarović et al. (dir.), *Štípskite evrei. Zbornik na trudovi i sečavanja* [Les Juifs de Štip. Recueil de travaux et souvenirs], Skopje: Evrejska zaednica vo Republika Makedonija, 1999 ; Gjorgji Dimovski-Colev, *Bitolskite evrei* [Les Juifs de Bitola], Skopje : Društvo za nauka i umetnost 'Bitola', 1993. Voir aussi Moritz Romano et al. (dir.), *Sefardski odglasi : studii i sečavanja za evreite od Makedonija* [Echos séfarades : études et mémoires des Juifs de Macédoine], Skopje : Evrejska zaednica na Makedonija, 1995 ; Sofija Grandakovska (ed.), *The Jews from Macedonia and the Holocaust. History, Theory, Culture*, Skopje: Eurobalkan Press, 2011. En dehors de la région, on lira également avec grand intérêt Mark Cohen, *Last Century of a Sephardic Community: The Jews of Monastir, 1839-1943*, New York: Foundation for the Advancement of Sephardic Studies and Culture, 2003.

■ ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA SHOAH EN BULGARIE ET DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS :  
ESQUISSE D'UN CHANTIER HISTORIOGRAPHIQUE TRANSNATIONAL / Nadège Ragaru

En Grèce<sup>13</sup>, c'est sans doute à partir de Salonique, grande métropole juive des Balkans où environ 70 % des Juifs de Grèce résidaient avant-guerre, que rayonne le savoir sur les expériences juives du conflit, en traits de plus en plus fins à mesure que l'on s'en éloigne<sup>14</sup>. Moins riche est la littérature consacrée aux communautés d'Athènes, de Thessalie et des îles du Dodécannèse<sup>15</sup>, tandis que seule une poignée d'historiens a entrepris de retracer le destin des Juifs de Thrace égéenne, ce territoire des confins grecs où les rescapés furent exceptionnellement rares<sup>16</sup> et dont une mise en récit historique requiert la mobilisation de sources en langue bulgare<sup>17</sup>.

Pour n'être pas unique, le fait n'en est pas moins douloureux : c'est largement en dehors de leur territoire que les passés de la Macédoine du Vardar, de la Thrace égéenne et de Pirot ont été entreposés, les occupants bulgares ayant emporté maintes archives dans leur retraite. Or, jusqu'en 1989, les lignes de partage de la guerre froide ont rendu l'accès à cette documentation délicat, les oppositions entre une Yougoslavie (non alignée), une Grèce (capitaliste) et une Bulgarie (communiste) venant se superposer à des contentieux historiques excédant le périmètre de la seconde Guerre mondiale. Sur ces terres que l'époque ottomane avait liées, le xx<sup>e</sup> siècle a déversé son lot amer de guerres, changements de frontières et déplacements de populations, alimentant conflits et défiance entre les corporations d'historiens. De ces paramètres, sont résultées des historiographies fragmentaires, compartimentées et clivées.

- 13 Pour une tentative de synthèse, voir Hagen Fleischer, *Im Kreuzschatten der Mächte: Griechenland 1941-1944 (Okkupation-Kollaboration-Resistance)*, Frankfurt/Bern/New York: Peter Lang, 1986; Marc Mazower, *Inside Hitler's Greece. The Experience of Occupation, 1941-1944*, New Haven: Yale University Press, 2001 (1<sup>re</sup> éd. 1993), esp. p.235-264; Rika Benveniste (dir.), *Oi Evraioi tis Ellados stin Katoxi* [Les Juifs de Grèce pendant l'occupation], Thessalonique: Vantias, 1998; Steven Bowman, *The Agony of the Greek Jews, 1940-1945*, Stanford: Stanford University Press, 2008. L'auteur remercie Vasilis Ritzaleos et Leon Sealtiel pour leurs remarques sur l'historiographie de l'Holocauste en Grèce.
- 14 Andrew Apostolou, « 'The Exception of Salonika': Bystanders and Collaborators in Northern Greece », *Holocaust Genocide Studies*, 14 (2), 2000, p.165-196 ; Daniel Carpi, « A New approach for Some Episodes in the History of Jews In Salonika during the Holocaust: Memory, Myth and Documentation », in: Minna Rozen (ed.), *The Last Ottoman Century and Beyond: The Jews in Turkey and in the Balkans, 1808-1945*, Tel Aviv: TAU Press, 2002, p.259-289; Rena Molho, « Germany's Policy Against the Jews of Greece: The Annihilation of the Jewish Community of Thessaloniki », in: Rena Molho, *Salonika and Istanbul: Social, Political and Cultural Aspects of Jewish Life*, Istanbul: Isis, 2005, p.49-71; Mark Mazower, *Salonica, City of Ghosts: Christians, Muslims, and Jews, 1430-1950*, New York: Alfred A. Knopf, 2005; Steven Bowman, *The Holocaust in Salonika: Eyewitness Accounts*, New York: Sephardic House & Bloch Publishing Co, 2002.
- 15 Sur les Juifs de Rhodes, voir Marc Angel, *The Jews of Rhodes*, New York: Sepher Hermon Press, 1978; Amato Levy, *I Remember Rhodes*, New York: Sepher Harmon Press, 1987; Laura Varon, *The Juderia: A Holocaust Survivor's Tribute to the Jewish Community of Rhodes*, Westport: Praeger, 1999. Sur les Juifs de Ioannina, voir Christoph U. Schminch-Gustavus, *Mnimes Katohis II. Italoï kai Germanoi sta Giannena kai i katastrofi tis Evraïkis koinotitas* [Mémoires d'occupation. Les Italiens et les Allemands à Ioannina et la destruction de la communauté juive], Ioannina : Isnafi Editions, 2008.
- 16 Quelques Juifs de Thrace, enrôlés dans les camps de travail en Bulgarie, ont échappé aux déportations. Leur trajectoire a été relatée dans Vasilis Ritzaleos and Angel Ćorapčiev, « An untold story: Testimonies on the salvation of the Greek Jews mobilized to the Bulgarian forced labor camp in Belitsa », Communication, International Research Seminar « New Evidence on the Fate of the Jewish Diaspora in Europe », Sofia, 4-5 November 2013.
- 17 Parmi ceux-ci, on notera Vasilis Ritzaleos, *Oi Evraïkes koinotites stin Anatoliki Makedonia kai ti Thraki apo ta mesa tou dekatou enatou aïona mehri ton Deftero Pagkosmio Polemo* [Les communautés juives en Macédoine orientale et en Thrace du milieu du xix<sup>e</sup> siècle à la seconde Guerre mondiale], Thèse de doctorat en histoire, Thessalonique : Université Aristote de Thessalonique, 2006, 448 p.

**« NOUVEAU » ET « VIEUX » ROYAUMES :  
DEUX DESTINÉES CONTRASTÉES, UNE MÊME LOGIQUE ÉVÉNEMENTIELLE ?**

On pourrait, cultivant le goût du contraste, opposer à cette relative parcimonie des travaux universitaires la profusion des initiatives mémorielles et des contentieux publics ayant récemment conféré une actualité nouvelle au passé de la Shoah dans cette région. En l'espace de quelques années, et avec une acrimonie croissante à mesure qu'approchait la date anniversaire des soixante-dix ans des événements de mars 1943, une mosaïque d'acteurs publics et privés se sont heurtés en Bulgarie, en Macédoine, en Grèce, en Israël, aux États-Unis comme au sein des instances européennes : qui appelant l'État bulgare à reconnaître sa coresponsabilité dans la Shoah, qui à défendre la réputation bulgare face à ce qui était perçu comme des entreprises de dénigrement. Sans doute serait-il possible de voir dans ces logiques de scandalisation le reflet de l'émergence d'une demande sociale et de saluer l'ouverture d'une discussion publique. La (re)connaissance de la Shoah a cependant fini par se retrouver prisonnière de contentieux n'entretenant avec elle que des relations de tangence : conflits entre ex-communistes et anti-communistes, querelles bulgare-macédoniennes relatives à l'ethnogenèse et à l'histoire nationales, disputes entre acteurs revendiquant une légitimité à dire le vrai de l'histoire, etc. En contrepoint, le débat s'est polarisé autour de la question de « l'exceptionnalité » de la trajectoire bulgare : à l'exceptionnalité supposée du « sauvetage des Juifs bulgares » a été opposée une autre exceptionnalité, celle qui aurait fait de la Bulgarie le seul un État souverain, en dehors de l'Allemagne nazie, à avoir organisé des déportations de son propre chef<sup>18</sup>.

Assurément, l'historien affronte ici des dilemmes interprétatifs majeurs, dont la portée dépasse le cas de la Bulgarie : comment penser la bifurcation des destinées juives des habitants du « vieux Royaume » et des « terres nouvellement libérées » (pour employer le vocabulaire de l'époque) ? Les lectures peuvent être grossièrement ordonnées autour de deux pôles : à une extrémité du spectre, la politique de l'État bulgare envers les Juifs est pensée comme ayant revêtu deux visages distincts, protecteur des Juifs dans les frontières d'avant-1941, persécuteur au-delà. L'adoption de cette perspective résulte d'une lecture de la guerre depuis son terme (i.e. la non-déportation des Juifs bulgares vs. la déportation des Juifs des terres occupées). Prenant cette différence pour énigme, les défenseurs d'une telle approche tendent à construire en objets de recherche privilégiés l'alliance germano-bulgare (et les contraintes qu'elle aurait exercées sur le système décisionnel bulgare) tout en suggérant l'urgence d'une réflexion comparative sur la « qualité de l'intégration » *ante bellum* des Juifs de Yougoslavie, de Grèce et de Bulgarie. Le récit des mobilisations sociétales ayant permis de surseoir aux déportations depuis le « vieux Royaume » y occupe une place axiale.

La seconde perspective, loin de postuler une altérité et une étanchéité entre les situations des « anciens » et « nouveaux » territoires, les aborde à travers leurs commencements et, partant, leurs similitudes : elle met en exergue l'existence, au sein du Commissariat aux affaires juives et du ministère de l'Intérieur, d'un projet antisé-

18 Sur la question de l'exceptionnalité, voir les termes du débat posés par Aleksandăr Vezekov, « Spasjavaneto na bălgarskite evrei: unikalno li e naistina? » [Le sauvetage des Juifs bulgares : est-il en vérité unique ?], *Kultura*, 34 (2740), 18.10.2013 et 36 (2742), 01.11.2013.

**■ ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA SHOAH EN BULGARIE ET DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS :  
ESQUISSE D'UN CHANTIER HISTORIOGRAPHIQUE TRANSNATIONAL / Nadège Ragaru**

mite transversal qui aurait condamné Juifs bulgares et non-bulgares à la même fin atroce, n'étaient l'évolution du cours de la guerre et les protestations publiques contre les déportations des Juifs bulgares. On notera que l'accent porte ici plus sur les défaites allemandes et la peur de représailles alliées que sur l'efficacité des mobilisations. Dans cette équation, l'attention historique construit en objet de recherche prioritaire les rouages de l'antisémitisme d'État. Offrir une écriture polyphonique de la Shoah exige sans doute que réponse soit apportée aux questions que soulèvent ces deux démarches : il s'agit de mieux cerner tant les politiques publiques de l'État bulgare et les pratiques de ses agents que les actions des acteurs sociaux locaux et les réponses juives aux mesures antisémites, la restitution des historicités singulières de chacun de ces territoires s'enrichissant de leur inscription dans des contextes régionaux et internationaux.

**LES HORIZONS SPATIO-TEMPORELS D'UN AGENDA DE RECHERCHE :  
LA SHOAH, UNE HISTOIRE POST-IMPÉRIALE ?**

Telles sont quelques-unes des pistes que le colloque international des 9 et 10 juin 2013 dont les actes sont aujourd'hui publiés a cherché à aborder en respectant un triple cahier des charges : premièrement, envisager la Shoah à la fois comme événement, objet d'histoire et mémoire ; deuxièmement, plutôt que d'ajouter une nouvelle strate aux polémiques mémorielles, les prendre pour objet d'étude ; troisièmement, s'émancipant du carcan des discussions sur la (non)-exceptionnalité, tenter de documenter les événements, le périmètre des comparaisons étant ordonné aux questions soulevées.

Tenir ensemble les faits, leur mise en récit et leurs remémorations institutionnalisées paraissait la seule option envisageable au regard des imbrications entre ces trois dimensions, y compris dans les écrits visant à asserter leur séparation. Ce choix reflétait aussi la conviction selon laquelle connaissance et mémoire de la Shoah peuvent progresser de concert<sup>19</sup>. Renonçant à se lamenter que le champ de l'histoire ne soit plus (l'a-t-il jamais été ?) réservé aux seuls historiens, le souhait a par ailleurs été de donner la parole aux diverses voix, savantes et profanes, ayant façonné notre compréhension de l'Holocauste. Ce, afin d'en restituer les conditions d'émergence, les enchevêtrements et les résonances. On lira donc dans les pages qui suivent, outre les écrits d'historiens, ceux d'entrepreneurs de cause (à l'instar du journaliste italien Gabriele Nissim qui contribua à faire connaître Dimităr Pešev<sup>20</sup>), de représentants d'institutions publiques (Irena Steinfeldt, responsable du Programme « Justes parmi les nations » de Yad Vashem ; Vladimir Paunovski, directeur du Musée juif de Sofia) et de figures ayant œuvré en faveur d'une muséification de l'Holocauste (ainsi de l'Américain Michael Berenbaum, concepteur et développeur du Musée mémorial de l'Holocauste de Skopje).

19 Dans un article très stimulant Ivan Jablonka avait affirmé, plus catégoriquement : « Connaissance et mémoire de la Shoah ont toujours progressé de concert ». Voir Ivan Jablonka, « À nouvelle histoire, nouvelle mémoire », in : Ivan Jablonka et Annette Wieviorka (dir.), *Nouvelles perspectives sur la Shoah*, op. cit., p.91.

20 Vice-président de l'Assemblée nationale bulgare qui avait voté les lois antisémites, Dimităr Pešev fut l'une des figures des mobilisations contre les déportations.

**■ ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA SHOAH EN BULGARIE ET DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS :  
ESQUISSE D'UN CHANTIER HISTORIOGRAPHIQUE TRANSNATIONAL / Nadège Ragaru**

Restait à définir l'horizon embrassé : à quelle échelle penser l'histoire de la Shoah en ces terres ? Le cadre des États-nations actuels ne constitue sans doute pas l'entrée la plus fructueuse, indépendamment de l'ardeur avec laquelle ces mêmes États s'employèrent à nationaliser l'histoire et à solliciter l'adhésion des populations juives aux récits publiquement sanctionnés de la guerre. Retenir pour prisme les zones d'occupation représentait une seconde option, plus heuristique. Dans le cas qui nous concerne, elle revient toutefois à exclure de l'analyse l'Ouest de la République de Macédoine, à l'époque sous administration italienne, alors même que certains rescapés juifs durent leur survie au fait qu'ils parvinrent à passer en zone italienne. Fallait-il alors opter pour un découpage moins immédiatement lié à la guerre, partant du principe selon lequel les dynamiques du conflit s'enracinent dans une histoire plus longue ? Une recherche axée sur la seule conception des politiques antijuives bulgares peut éventuellement se satisfaire des partages de la guerre. Restituer aux Juifs leur statut d'acteurs à part entière et explorer les réceptions locales des mesures antisémites appellent en revanche une extension du périmètre temporel.

On pourrait effectuer un pas supplémentaire et avancer que l'histoire de la Shoah dans cette frange des Balkans est une histoire post-impériale avant tout, qui nécessite un ajustement correspondant des frontières du regard. Post-impériale, elle l'est dans la mesure où il est impossible de dissocier les expériences juives de la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle, leurs dynamiques socioprofessionnelles, identitaires et confessionnelles tout comme le tissage des relations avec les populations non-juives, du processus de formation des États-nations. En Grèce, en Bulgarie et en Serbie, la sortie de l'Empire ottoman et les guerres balkaniques de 1912-1913 s'accompagnèrent d'entreprises d'homogénéisation nationale qui bouleversèrent des existences juives dont les coordonnées avaient été jusqu'alors définies dans les espaces de circulation de l'Empire. De cette histoire, le développement d'un antisémitisme moderne et les déterminants sociaux des stratégies juives face aux persécutions sont directement tributaires<sup>21</sup>. L'histoire de la Shoah balkanique est post-impériale ensuite, au sens où les choix des alliés de l'Allemagne nazie ne peuvent être compris indépendamment d'ambitions territoriales nées au temps des luttes anti-ottomanes. L'occupation de la Macédoine du Vardar, de la Thrace égéenne et de la région de Pirot fut vécue par les dirigeants bulgares comme une réparation des injustices du Traité de Neuilly, lequel avait en 1919 réduit à néant les espoirs de « grande Bulgarie »<sup>22</sup>. Nombreux sont aujourd'hui les appels à un dépassement des compartimentages étatiques et nationaux dans l'écriture des histoires balkaniques<sup>23</sup>. S'il est un chantier qui requiert par excellence l'adoption d'une approche transnationale, c'est bien celui des destinées

21 Suivre le tracé des frontières impériales et les scissions temporelles des replis de l'Empire éclairerait ainsi les connexions entre Skopje, Manastir/Bitola, Salonique, Istanbul, Smyrne/Izmir et la Palestine, des connexions à la lumière desquelles certains choix juifs effectués avant la guerre (émigrer, par exemple) ou pendant le conflit (tenter de traverser la frontière avec la Grèce, etc.) se comprennent mieux. Ajoutons que dans les terres tardivement incorporées aux nouveaux États-nations (pensons à Salonique pour la Grèce ; à la région de Gorna Džumaja pour la Bulgarie), la loyauté des minorités fut, plus encore qu'ailleurs, construite en enjeu prioritaire. La richesse d'un croisement entre logiques impériales et nationales transparaît à la lecture d'écrits tels que Julia Philipp Cohen, *Becoming Ottomans : Sephardi Jews and Imperial Citizenship in the Modern Era*, Oxford : Oxford University Press, 2014.

22 Sur la relation entre ambitions territoriales et politique d'alliance, voir Marina Cattaruzza, Stefan Dyroff & Dieter Langewiesche (eds.), *Territorial Revisionism and the Allies of Germany in the Second World War*, New York : Bergahn Press, 2012.

23 Pour une illustration récente, voir Constantin Iordachi, « Surmonter l'orientalisme : nouvelles approches de l'histoire moderne des Balkans », *Critique internationale*, 63, 2014, p.173-181.

**■ ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA SHOAH EN BULGARIE ET DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS :  
ESQUISSE D'UN CHANTIER HISTORIOGRAPHIQUE TRANSNATIONAL / Nadège Ragaru**

juives en terres post-ottomanes<sup>24</sup>. Le dossier est assurément trop vaste pour être traité dans le cadre du présent ouvrage. Tout au plus éclaire-t-il le choix effectué ici de placer les trajectoires de Macédoine du Vardar, de Thrace égéenne et de Pirot en regard avec celles de Bosnie-Herzégovine, de Croatie et de Serbie.

**LES DESTINÉES JUIVES DANS LES FRONTIÈRES BULGARES DE L'AVANT-1941 :  
AU-DELÀ DE LA « (NON)-EXCEPTIONNALITÉ »**

Fallait-il entamer la réflexion sur la Shoah en Bulgarie par une étude de l'antisémitisme ? L'historiographie récente a suffisamment démontré qu'il n'est pas nécessaire « d'être motivé pour tuer »<sup>25</sup> et qu'une lecture intentionnaliste des pratiques n'éclaire que faiblement les actes des agents. La seconde Guerre mondiale a donné à voir des configurations dans lesquelles la large diffusion de l'antisémitisme, traversant les frontières sociales, n'induisait pas mécaniquement une extermination intégrale des populations juives (la Roumanie dans ses frontières d'avant-guerre, par exemple) et, *a contrario*, des configurations où le faible antisémitisme sociétal n'a pas empêché les agents de l'État de mettre en œuvre les persécutions antijuives avec une étonnante célérité (la Bulgarie en fait partie)<sup>26</sup>. L'on ne saurait dès lors escompter d'une réflexion sur l'antisémitisme le tracé d'un cheminement linéaire et causal allant des convictions antijuives aux politiques raciales et aux déportations.

Est-ce à dire qu'une enquête sur les ressorts de l'antisémitisme bulgare ne présente aucune valeur ajoutée dans l'élucidation des mécanismes de la Shoah ? Aucunement. Revenir sur son histoire apparaît d'abord crucial en raison du rôle conféré à la faible hostilité envers les Juifs dans l'interprétation des dispositifs antijuifs et du « sauvetage des Juifs bulgares »<sup>27</sup>. Souvent référée à des sources allemandes nazies, la thèse de l'« absence d'antisémitisme » a conduit à envisager la législation antisémite comme une concession aux Allemands dont les acteurs locaux pensaient qu'elle serait d'application éphémère, sinon limitée. Une telle lecture a contribué à détourner l'attention historique d'un examen méticuleux de l'application concrète des mesures antijuives ; elle a aussi favorisé la validation non critique de l'hypothèse d'une responsabilité allemande dans les déportations ; enfin, c'est à sa lumière que les mobilisations sectorielles contre l'arrestation des Juifs du « vieux Royaume » ont été érigées en reflet d'une indignation sociétale unanimement partagée, facilitant l'accréditation d'une exceptionnelle « tolérance nationale ». Autant de raisons pour vouloir reprendre le dossier.

24 Holly Case a démontré le caractère heuristique d'une telle approche dans le cas des communautés juives de Transylvanie, cette région creuset des concurrences hungaro-roumaines : Holly Case, « Between States : A Journey from Social to Transnational History », in : Anders Blomqvist, Constantin Iordachi and Balazs Trencsenyi (eds.), *Hungary and Romania Beyond National Narratives: Comparisons and Entanglements*, Bern : Peter Lang, 2013, p.463-484.

25 Nicolas Mariot, « Faut-il être motivé pour tuer ? Sur quelques explications aux violences de guerre », *Genèses*, 53, déc. 2003, p.154-177.

26 Pour une comparaison des antisémitismes bulgare et roumain, voir William I. Brustein and Ryan D. King, « Balkan Anti-Semitism: The Cases of Bulgaria and Romania before the Holocaust », *East European Politics and Societies*, 18 (3), 2004, p.430-454 et Ethan Hollander, « The Final Solution in Bulgaria and Romania: A Comparative Perspective », *East European Politics and Societies*, 22(2), 2008, p. 203-248.

27 On doit à Wolf Oschlies l'une des premières formulations de cette thèse: Wolf Oschlies, *Bulgarien - Land ohne Antisemitismus*, Erlangen: Ner-Tamid-Verlag, 1976; pour un retour critique, voir Stefan Troebst, « Antisemitismus im 'Land ohne Antisemitismus': Staat, Titularnation und jüdische Minderheit in Bulgarien, 1878-1993 », in: Mariana Hausleitner et Monika Katz (dir.), *Antisemitismus im östlichen Europa*, Wiesbaden: Harrassowitz, 1995, p.109-125.



■ ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA SHOAH EN BULGARIE ET DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS :  
ESQUISSE D'UN CHANTIER HISTORIOGRAPHIQUE TRANSNATIONAL / Nadège Ragaru

Surtout, cette « évidence » est à l'origine de lacunes majeures dans notre connaissance de l'émergence, des réseaux de diffusion, de l'implantation sociale et des formes d'antisémitisme en Bulgarie. Ce sont précisément ces questions que la contribution de Nikolaj Poppetrov se propose d'aborder. À partir d'une enquête sur l'imprimé, l'auteur identifie trois moments saillants. Dans le jeune État-nation bulgare ébranlé par la perte des marchés ottomans de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il observe d'abord la conversion d'un antisémitisme à fondement confessionnel en antisémitisme moderne, riche en motifs pécuniaires, au croisement entre crise économique et circulation d'une littérature antisémite européenne, russe notamment. Sa recherche documente ensuite l'atmosphère particulière d'un entre-deux-guerres où, dans le sillage des « catastrophes nationales » des guerres balkaniques (1912-1913) et du premier conflit mondial, les entreprises de ressourcement identitaire foisonnent<sup>28</sup>, certaines enveloppées dans une rhétorique antisémite dont les motifs sont largement empruntés à une Allemagne avec laquelle la Bulgarie entretient d'étroites relations culturelles et commerciales. La seconde Guerre mondiale offrira l'opportunité à des figures de la mouvance nationaliste d'occuper des positions-clé dans l'appareil d'État et le futur Commissariat aux affaires juives. La contribution de Vladimir Paunovski vient ici prolonger l'enquête en éclairant la genèse de la législation antisémite en Bulgarie et en suggérant l'existence d'une ligne de continuité entre la Loi sur la citoyenneté adoptée en décembre 1940 et la Loi pour la défense de la nation, entrée en vigueur en janvier 1941, qui constitua le noyau dur du dispositif antisémite jusqu'à la création du Commissariat aux affaires juives en août 1942.

Retracer cette chronologie ne revient pas à éluder la variété des protestations suscitées, à l'automne 1940, par la préparation de cet arsenal juridique. La lecture en archives des courriers adressés au Parlement par des citoyens ordinaires, des corporations professionnelles et des figures religieuses reste édifiante<sup>29</sup>, *a fortiori* lorsque l'on se souvient combien était vacillante la représentation démocratique dans un pays où le roi avait instauré un régime personnel et dissous les partis politiques en 1935. Les pistes ouvertes par Nikolaj Poppetrov suggèrent l'ampleur des chantiers à traiter : comment apprécier la diffusion et la réception, en dehors de la capitale et de quelques grands centres urbains, de cette littérature antisémite ? Dans quelle mesure en retrouve-t-on les accents dans des milieux peu lettrés et quel dialogue nouent-ils avec d'autres motifs (présents dans le folklore bulgare, notamment) ? Du rôle de la crise de 1929 dans l'implantation des idées antisémites, peut-on rechercher les indices en examinant les recompositions survenues dans les relations entre Juifs et non-Juifs au sein de branches telles que le tabac, le textile ou l'artisanat du cuir, par exemple ?

L'une des singularités de la configuration bulgare réside en cela qu'on y observe avant tout un antisémitisme « du même ». En Bulgarie, le profil sociologique d'une communauté juive qui comptait 0,80 % de la population en 1934<sup>30</sup> - ordonné autour d'une bourgeoisie peu nombreuse et de commerçants et artisans de condition modeste -

28 Sur cette quête identitaire, voir Ivan Elenkov i Rumen Daskalov (dir.), *Zašto sme takiva ? V tãrsene na bãlgarskata kulturna identičnost* [Pourquoi sommes-nous ainsi ? À la recherche de l'identité culturelle bulgare], Sofia : Prosveta, 1994.

29 Ces documents sont consultables aux Archives nationales bulgares: Centralen dãržaven arhiv (CDA), F 173 K, o. 6, a.e. 1087, 260 l.

30 Selon le recensement de 1934 (critère d'autodéfinition religieuse), la Bulgarie comprenait, sur une population de 6,078 millions d'habitants, une communauté juive de 48 398 membres : *Statističeski godišnik*, 27, 1935, p.14-25.

■ ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA SHOAH EN BULGARIE ET DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS :  
ESQUISSE D'UN CHANTIER HISTORIOGRAPHIQUE TRANSNATIONAL / Nadège Ragaru

ne se distinguait pas de celui des Bulgares orthodoxes. Au lendemain de l'accession à l'indépendance, les Juifs n'y ont dès lors pas été construits en concurrents d'une bourgeoisie nationale en phase d'ascension sociale (à la différence de ce qui a pu être observé en Roumanie par exemple). Ce sont deux autres figures qui ont incarné « l'inimitié constitutive » dans le nationalisme bulgare - l'ancienne puissance ottomane et la minorité turque, d'une part, les hiérarques religieux et commerçants grecs, d'autre part<sup>31</sup>. Dans les années 1930, cependant, la dualisation de la société, la paupérisation de milieux d'artisans et du négoce et l'extension de l'emploi ouvrier en milieu juif semblent avoir contribué à redistribuer les cartes des affinités et concurrences.

C'est sans doute à ce niveau qu'un dialogue fructueux pourrait se nouer entre la réflexion de Nikolaj Popetrov et la vaste recherche menée par Roumen Avramov dans les archives de la spoliation (le Commissariat aux affaires juives, le ministère des Finances, la Banque centrale, etc.) – une recherche qui dévoile l'enthousiasme affairiste suscité par la politique d'aryanisation. De l'expropriation des biens juifs en Bulgarie, l'on ne connaissait que les informations éparses assemblées par David Koen à l'époque communiste<sup>32</sup>. La monographie publiée par Roumen Avramov en 2012 et dont il reprend ici les principaux accents<sup>33</sup> représente une avancée historiographique majeure. L'auteur affirme en premier lieu qu'a bien existé un antisémitisme d'État en Bulgarie pendant la guerre, mis en œuvre par une bureaucratie extraordinaire (le Commissariat aux affaires juives) et ordinaire (les ministères, notamment les services fiscaux, la Banque centrale, la police, l'armée, etc.) qui a joui d'une large autonomie par rapport aux pouvoirs allemands. L'aryanisation y relève donc non d'une concurrence entre acteurs extérieurs et nationaux, mais bien d'une vision nationale servie par des cadres et savoir-faire bureaucratiques en partie antérieurs à elle. Par ailleurs, si contraste il y a entre les spoliations dans les « anciennes » et « nouvelles » terres, celui-ci réside davantage dans le rythme, la violence et l'exhaustivité des prédatons en territoires occupés que dans leur logique.

Son argumentation va toutefois au-delà de la patiente description des institutions et cadences de la spoliation. Sur la base d'un échantillon de sociétés par actions (i.e. le « grand capital »), l'auteur avance une hypothèse forte, à savoir que le processus d'aryanisation aurait non seulement permis, mais fondamentalement visé un renforcement de l'intervention de l'État dans l'économie. Ce faisant, il aurait préfiguré et servi d'alibi aux nationalisations de l'ère communiste en levant le verrou de la propriété privée. Enfin, l'enquête de Roumen Avramov

31 L'expression est due à Bernard Lory, « Strates historiques des relations bulgare-turques », *Cemotj*, 15, 1993, p.149-167.

32 David Koen, « Ekspropriacija na evrejskite imuštstva prez period na hitlerska okupacija » [L'expropriation des biens juifs pendant la période de l'occupation hitlérienne], *Godišnika na obštествena kulturno-prosvetna organizacija na evreite v NR Bălgarija*, 2, 1967, p.65-110. Voir aussi Astruk Kalev, « Pravnoto položenie na evreite v Bălgarija; Evreite-svobodni i ravnopravni graždani na Narodna Republika Bălgarija » [La situation juridique des Juifs en Bulgarie : les Juifs citoyens libres et égaux en droit de la République populaire de Bulgarie], *Godišnika na obštествena kulturno-prosvetna organizacija na evreite v NR Bălgarija*, 1, 1966, p.47-62 et David Koen, « Demografsko i socialno-ikonomičeski položenie na bălgarskite evrei » [La situation démographique et socioéconomique des Juifs bulgares], in: *Proučvanija za istorijata na evrejskoto naselenie v bălgarskite zemi, XV-XIX v.* [Études sur l'histoire de la population juive en terres bulgares, xv-xix<sup>e</sup> siècle], Sofia: BAN, 1980, p.157-186.

33 Roumen Avramov, « Spasenie » i padenie. *Mikroekonomika na dăržavnija antisemitizăm v Bălgarija, 1940-1944* ['Sauvetage' et déchéance. Microéconomie de l'antisémitisme d'État en Bulgarie], Sofia : Universitetsko izdatelstvo 'Sv. Kliment Ohridski', 2012. Pour une discussion plus détaillée des apports de l'ouvrage, voir Nadège Ragaru, « La spoliation des biens juifs en Bulgarie pendant la seconde Guerre mondiale : un nouveau chantier historiographique. Autour de l'ouvrage de Roumen Avramov. 'Sauvetage' et déchéance. Microéconomie de l'antisémitisme d'État », Paris, manuscrit, 2014, 29 p.

**■ ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA SHOAH EN BULGARIE ET DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS :  
ESQUISSE D'UN CHANTIER HISTORIOGRAPHIQUE TRANSNATIONAL / Nadège Ragaru**

vient relancer la discussion sur les réactions sociétales aux prédatons antijuives : repli inquiet, assentiment, collaboration active motivée par le lucre et/ou la légitimité publique soudain conférée à l'expression de sentiments antisémites ? Analysant les sollicitations adressées au Commissariat aux affaires juives, l'auteur avance que « les plus diligents à saisir l'occasion provenaient des extrêmes (la haute société et les bas-fonds) tandis que les classes moyennes avaient tendance à rester à l'écart »<sup>34</sup>. Plus fondamentalement, confronté à l'énigme historique que représente la coexistence entre participation aux spoliations et opposition aux déportations, l'auteur leur associe une commune origine culturelle : les intercessions au bénéfice de Juifs bulgares et les pratiques d'accaparement privé plongeraient leurs racines dans un imaginaire personnalisé et clientélaire des relations sociales<sup>35</sup>. Se pourrait-il que la production de la compassion à travers les registres de la familiarité et de l'affection (des sentiments non exclusifs, par ailleurs, de l'adhésion à une idéologie antisémite) soit propre à la Bulgarie ?

À cette question, le journaliste italien Gabriele Nissim apporte une réponse oblique. Sa contribution ne vise pas l'étude de logiques sociales. Consacrée au vice-président de l'Assemblée nationale bulgare Dimităr Pešev, elle souhaite engager une discussion sur le thème de la rectitude morale (ou, plus précisément, sur les mécanismes de conversion morale) et repose sur une croyance dans les vertus de la publicité, vecteur d'indignation et d'engagement. Initiateur de la célèbre pétition qui porte son nom, Dimităr Pešev fit partie de la délégation qui obtint du ministre de l'Intérieur Petăr Gabrovski le report de la déportation des Juifs bulgares le 9 mars 1943. Dès 1973, D. Pešev s'était vu décerner le titre de « Juste parmi les nations » par l'Institut Yad Vashem, organisme étatique en charge de la commémoration de la Shoah en Israël. L'élu fait toutefois partie des figures ayant, après la chute du communisme, acquis une visibilité internationale inédite<sup>36</sup> - sans doute sous l'effet de plusieurs dynamiques : un conservateur jugé par le Tribunal populaire en 1945, Dimităr Pešev incarne le récit historique que certains militants de la mémoire anti-communistes ont souhaité porter après 1989, un récit conjuguant dénonciation des crimes du communisme et hommage rendu au courage individuel de membres de l'ancienne élite « bourgeoise ». C'est d'ailleurs à l'initiative d'élus anti-communistes bulgares qu'une statue de Pešev fut offerte au Conseil de l'Europe en 1999. La fascination exercée par cette figure participe peut-être aussi des sensibilités de notre contemporain : que soit célébré un homme politique ayant soutenu « l'élan novateur » d'Hitler et de Mussolini et voté les lois antisémites avant de s'opposer aux déportations correspond sans doute aux canons d'une époque où l'héroïsme semble se grandir du voile d'ambiguïté qui l'entoure.

D'autres voix s'étaient pourtant élevées dès l'automne 1940 contre l'adoption de la législation antisémite, à l'instar de l'ancien Premier ministre et juriste de centre-droit Nikola Mušanov, de l'ancien ministre et député Petko Stajnov, plus proche d'une gauche humaniste, ou du tribun Dimo Kazasov, un antimonarchiste qui prit part à trois coups d'État avant de diriger le ministère de l'Information et des Arts du Front populaire en 1946-1947.

34 Voir la contribution de Roumen Avramov, p.74

35 Ces aspects sont plus largement développés dans Roumen Avramov, op. cit., p.160 et suivantes.

36 Cette publicité a été jalonnée d'écrits : voir Gabriele Nissim, *L'uomo che fermò Hitler, La storia di Dimităr Pešev che salvò gli ebrei di una nazione intera*, Milano: Mondadori, 1998; Tzvetan Todorov, op. cit., p.164-217 ; Dimităr Pešev, *Spomeni. Săstavitelstvo, komentar, beležki Nikolaj Poppetrov* [Mémoires. Coordination, commentaires et annotations par Nikolaj Poppetrov], Sofia: Izdatelstvo 'Gutenberg', 2004.

**■ ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA SHOAH EN BULGARIE ET DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS :  
ESQUISSE D'UN CHANTIER HISTORIOGRAPHIQUE TRANSNATIONAL / Nadège Ragaru**

Loin d'opposer une rectitude à une autre (tant sont complexes les trajectoires politiques ici évoquées), le choix de reproduire en couverture de ce volume un extrait de la question adressée par Petko Stajnov au gouvernement, le 22 mars 1943, vise à souligner la diversité de ces engagements. Membre de l'opposition, Petko Stajnov fut, avec Nikola Mušanov, l'un des rares élus à dénoncer publiquement, outre la situation des Juifs bulgares, le sort infligé aux Juifs des territoires occupés. Les destinées tragiques de ces derniers se situent au cœur des contributions réunies dans la seconde section de cet ouvrage.

**LES JUIFS DANS LES TERRES SOUS ADMINISTRATION BULGARE :  
HISTOIRE ET HISTORIOGRAPHIE**

Un bref récit des événements aidera à faire saillir les apports des textes<sup>37</sup>. Dans la seconde moitié du mois d'avril 1941, la Bulgarie déploie forces armées et administration civile en Macédoine du Vardar, en Thrace et dans la région de Pirot. Elle y fait appliquer la législation bulgare dès le mois de mai – y compris les restrictions des droits civils des Juifs, les exclusions professionnelles et l'aryanisation de l'économie. À la différence des populations majoritaires, le décret de juin 1942 relatif à la citoyenneté dans les terres nouvellement libérées n'étend pas aux Juifs la possibilité d'obtenir la citoyenneté bulgare, ce qui accentue leur précarité. À l'été 1942, la mise en œuvre des politiques antisémites connaît une accélération décisive. Au mois de juin, le Parlement vote au pouvoir exécutif les pleins pouvoirs pour traiter la « question juive ». Dorénavant, la force législative sera contournée. Deux mois plus tard, le 26 août 1942, un Commissariat aux affaires juives est établi par décret, dont la direction revient à Aleksandăr Belev, conseiller juridique au ministère de l'Intérieur, formé aux lois raciales en Allemagne et antisémite convaincu. La déportation des Juifs hors de Bulgarie est posée comme finalité dès cette date, au titre des articles 7 et 29 du décret du 26 août. Doté de larges prérogatives (recensement des Juifs, gestion des expropriations, cantonnement de l'habitat en des quartiers réservés, préparation des déportations, etc.) le Commissariat emploie début 1943 une centaine de salariés et une soixantaine de contractuels<sup>38</sup>. Au mois de décembre 1942, le *Hauptsturmführer SS* Theodor Dannecker, qui s'était déjà illustré en France, est diligentié en Bulgarie en tant qu'envoyé spécial d'Eichmann afin d'accélérer la préparation de la « Solution finale ».

Le 22 février 1943, T. Dannecker et A. Belev signent un accord prévoyant la déportation de quelque 20 000 Juifs depuis les « nouveaux territoires bulgares de Thrace et de Macédoine ». Le nombre des Juifs de Yougoslavie et de Grèce sous autorité bulgare étant inférieur à ce chiffre, les deux signataires savent de connivence que la déportation concernera également des citoyens bulgares juifs. La mention « des nouveaux territoires » sera d'ailleurs ultérieurement rayée, de la main de Belev semble-t-il. Le 2 mars 1943, le gouvernement bulgare signe les décrets d'application, qui détaillent l'organisation des rafles, du transport et du regroupement des Juifs dans

37 Sur la préparation et la mise en œuvre des déportations, voir Nadja Danova i Roumen Avramov, *Deportirane to na evreite...*, op. cit. ; Frederick B. Chary, *The Bulgarian Jews...*, op. cit., p.69-183 et Natan Grinberg, *Dokumenti*, op. cit.

38 Frederick Chary, *The Bulgarian Jews and the Final Solution*, op. cit., p.56.

[SOMMAIRE](#)[DÉBUT D'ARTICLE](#)[CITER CET ARTICLE](#)

**■ ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA SHOAH EN BULGARIE ET DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS :  
ESQUISSE D'UN CHANTIER HISTORIOGRAPHIQUE TRANSNATIONAL / Nadège Ragaru**

des camps de détention avant leur déportation. Les arrestations ont lieu en Thrace égéenne les 4 et 5 mars 1943, en Macédoine du Vardar le 11 mars à l'aube et dans la région de Pirot un jour plus tard. Regroupés dans des camps d'internement à Gorna Džumaja et à Dupnica en Bulgarie, les Juifs de Thrace transitent par le territoire bulgare avant d'atteindre le port de Lom d'où, rejoints par les Juifs de Pirot, la plupart seront déportés les 20 et 21 mars dans des convois maritimes que les forces bulgares escortent jusqu'à Vienne, les Allemands au-delà. En Macédoine du Vardar, internées dans le hangar de *Monopol* à Skopje, les victimes des rafles seront déportées par train en trois convois (22, 25 et 29 mars). Environ 300 Juifs de Macédoine seraient parvenus à échapper aux déportations, le plus souvent en rejoignant les rangs de la résistance.

Peut-on espérer éclairer ces événements en adoptant une démarche comparative ? Avouons que la question est d'emblée piégée. On sait combien le choix des objets et les termes des mises en regard sont riches de postulats qui en prédéterminent souvent l'issue. Depuis plusieurs décennies, il n'est pas un argumentaire public sur la Shoah en Bulgarie qui ne se soit prévalu de comparaisons pour conforter sa légitimité. Classant hâtivement la Bulgarie parmi les pays « occupés » ou, à défaut, les États ayant joui d'une faible autonomie décisionnelle par rapport à l'Allemagne nazie, l'historiographie bulgare a volontiers établi un parallèle entre la trajectoire bulgare et celle de la France ou du Danemark afin de souligner la singularité du « sauvetage des Juifs bulgares ». Deux paramètres militent toutefois en faveur d'une démarche croisée. Le premier tient au fait que les élites de l'époque ne cessèrent d'argumenter leurs décisions au regard des évolutions observées dans les pays voisins, le choix des exemples variant selon les argumentations défendues. Fallait-il prendre pour repère l'Italie et la Hongrie de 1943 afin de contester le projet de déportation ou suivre le modèle de la Croatie voisine, voire de la Slovaquie et de la Roumanie ?<sup>39</sup> Le second tient aux effets de connaissance pouvant être attendus d'une comparaison argumentée, sous-tendue par des questions de recherche précises.

La contribution que Walter Manoschek a consacrée au calendrier, aux logiques et aux modalités de l'anéantissement des populations juives en Yougoslavie offre ici une source de réflexion précieuse. Le Royaume de Yougoslavie avait été au printemps 1941 découpé en cinq zones : outre la zone d'occupation bulgare, le Nord et l'Est de la Slovénie furent directement annexés au Reich, tandis que la Serbie (réduite à ses frontières de 1912-1913) était placée sous administration militaire allemande ; l'Italie annexait le sud de la Slovénie, une partie de la Dalmatie, occupait le Monténégro et intégrait le Kosovo et l'ouest de la Macédoine en une « grande Albanie » ; la Hongrie administrait les régions de Bačka et de Baranja. Enfin, un État *Ustaša* était créé qui incluait la Croatie, la Slavonie et la Bosnie-Herzégovine. À lui seul, le territoire yougoslave semble avoir concentré l'ensemble des paramètres de complexité de la Shoah : s'y déclinent diversement les chronologies des exterminations<sup>40</sup>, les

39 Ce point a été justement souligné par Aleksandăr Vezenkov qui évoque la discussion du 11 mars 1943 entre le chargé d'affaires suisse Charles Rédard et le Premier ministre bulgare Bogdan Filov, au cours de laquelle B. Filov aurait affirmé la pertinence de la décision bulgare en la confrontant aux positions croate, slovaque et roumaine (contrastées avec les choix hongrois et italiens) : Aleksandăr Vezenkov, « Spasjavaneto na bălgarskite evrei... », op. cit.

40 Majoritairement avant la conférence de Wannsee pour les Juifs de Serbie ; pour l'essentiel avant l'été 1942 dans les territoires sous administration *Ustaša* ; en mars 1943 pour les Juifs de Macédoine et de Pirot ; après l'occupation allemande au printemps 1944 dans les territoires jusqu'alors administrés par le Hongrie.

#### ■ ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA SHOAH EN BULGARIE ET DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS : ESQUISSE D'UN CHANTIER HISTORIOGRAPHIQUE TRANSNATIONAL / Nadège Ragaru

rationalités avancées par les acteurs<sup>41</sup>, l'identité des exécutants (locaux et/ou extérieurs) et les technologies de destruction retenues (Shoah par balles, camions à gaz, camps d'extermination). À la fin de la guerre, près de 80 % de la population juive de Yougoslavie avait été exterminée, entre 32 000 et 37 000 victimes sur place, 28 000 dans les camps d'extermination de Pologne.

Au terme d'une analyse dont la rigueur chirurgicale suscite l'effroi, Walter Manoschek suggère une mise en relation de la politique bulgare avec celle de l'Italie : alliée de l'Allemagne, l'Italie assumait le rôle de force occupante en Yougoslavie et en Grèce. Or, rappelle Walter Manoschek, « telle est la principale différence entre les politiques bulgare et italienne de l'époque : les Italiens essayèrent par tous les moyens, et avec succès, de sauver non seulement 'leurs' Juifs mais aussi les Juifs qui vivaient dans les territoires qu'ils occupaient »<sup>42</sup>. L'on pourra objecter que l'Italie mussolinienne, un temps modèle de l'Allemagne, jouissait au sein du Pacte tripartite d'une position sans comparaison avec celle de la petite Bulgarie et que la juxtaposition des deux cas fait fi de ces contrastes. L'optique n'en offre pas moins l'opportunité de renouveler les termes du débat bulgare.

Comment expliquer qu'un État récent, à l'administration peu réputée pour sa diligence, ait organisé rafles, internements et transports avec une aussi remarquable efficacité ? Vasilis Ritzaleos, auteur d'une contribution notable sur l'extermination des Juifs de Thrace grecque, esquisse une réponse à cette interrogation, en rattachant la mise en œuvre de la Shoah au projet national bulgare. À partir du dépouillement d'archives diplomatiques alliées et allemandes, l'auteur inscrit les déportations dans une politique plus vaste d'ingénierie sociale des territoires. Il souligne justement qu'en Thrace « ce qui concernait visiblement la partie bulgare n'était pas tant le sort des Juifs vivant dans les territoires occupés que celui des régions elles-mêmes qui avaient depuis longtemps été l'objet des *desiderata* de la politique expansionniste bulgare »<sup>43</sup>. À la différence de la Macédoine de Vardar (où la population était principalement slave), cette ambition se heurtait à un double obstacle : les habitants grecs y étaient majoritaires et la probabilité de parvenir à les « bulgariser » plus modeste. Dès l'automne 1941, l'occupation bulgare se heurta à de vives résistances, ainsi dans la région de Drama où un soulèvement fut réprimé dans le sang<sup>44</sup>.

Priorité fut alors donnée à la colonisation des territoires<sup>45</sup> et à un encouragement à l'exode des Grecs lo-

41 Walter Manoschek souligne ici la singularité de la trajectoire serbe : « Si les structures d'occupation en Serbie étaient comparables à celles de France et de Belgique, la politique antijuive ressemblerait davantage à la Shoah en Pologne et en Union soviétique », notamment à travers le croisement des motifs sécuritaires et des catégorisations raciales. Voir Walter Manoschek, p.105.

42 Op. cit., p.108.

43 Voir la contribution de Vasilis Ritzaleos, p.116.

44 La répression du soulèvement de Drama aurait fait 2 140 victimes parmi la population locale (1 547 dans la région même de Drama, 483 autour de Serres et 110 dans les environs de Kavala). Voir Dimitris Pashalides, *Tasos Hatzianastasiou, Ta gegonota tis Dramas (Septemvrios-Oktovrios 1941). Exegersi i provokatsia?* [Les événements de Drama (septembre-octobre 1941). Soulèvement ou provocation ?], Drama Editions Dekpota, 2003, p.308. L'auteur remercie Vasilis Ritzaleos d'avoir mis ces données à sa disposition.

45 Environ 59 000 Bulgares se seraient ainsi établis en Thrace entre le printemps 1941 et la fin de l'année 1942 selon les chiffres de Xanthippi Kotzageorgi-Zimari que cite Vasilis Ritzaleos : Xanthippi Kotzageorgi-Zimari, *I Voulgarii Katohi stin Anatoliki Makedonia kai ti Thraki 1941-1944* [L'occupation bulgare de Macédoine orientale et de Thrace, 1941-1944], Thessalonique : Paratiritis, 2002, p.187-190.

**■ ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA SHOAH EN BULGARIE ET DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS :  
ESQUISSE D'UN CHANTIER HISTORIOGRAPHIQUE TRANSNATIONAL / Nadège Ragaru**

caux<sup>46</sup>. Spoliation et déportations furent placées au service de cette politique, les biens juifs expropriés étant préférentiellement alloués aux représentants de l'administration bulgare et aux colons. En certaines circonstances, les déplacements forcés de Juifs et de Grecs se retrouvèrent même emboîtés, ainsi à Komotini où des Grecs furent installés dans les logements laissés vacants par les déportés, tandis que des colons bulgares prenaient possession des maisons grecques « libérées », officiellement pour raisons de sécurité. Aux yeux de l'auteur, cet enchevêtrement traduit l'existence d'une relation de codétermination entre politiques antijuives et visées nationales. Il rappelle à cet égard que « la déportation des Juifs fut mise en œuvre un mois avant la date-butoir donnée aux Grecs pour obtenir la citoyenneté bulgare ou quitter le pays ». En juin 1942, le décret sur la citoyenneté dans les territoires « nouvellement libérés » avait en effet posé que « les Serbes et les Grecs qui ne sont pas d'origine bulgare, mais qui souhaitent devenir bulgares, doivent se décider avant le 1<sup>er</sup> avril 1943 ; ceux qui ne le désirent pas doivent quitter le pays et liquider leurs biens »<sup>47</sup>. Que ce texte n'ait pas été finalement appliqué ne remet pas en cause le fait que « la déportation des Juifs préfigurait l'exode massif des Grecs et ouvrait la voie à une action ultérieure »<sup>48</sup>. Si l'on peut être réservé sur la robustesse d'une hypothèse causale, Vasilis Ritzaleos offre ici une intuition fondamentale, à savoir la nécessité de creuser les intrications entre révisionnisme territorial, nationalisation des territoires et persécutions antijuives, tout en veillant à ne pas réduire ces dernières à un effet mécanique des deux premières.

Avec les contributions de Stefan Troebst et de Nadja Danova, nous nous déplaçons du délinéament des faits vers l'examen des historiographies, les deux auteurs dépeignant en miroir les silences macédoniens et bulgares. Stefan Troebst, auteur d'un article récent sur les historiens macédoniens face à la Shoah<sup>49</sup>, rend ici particulièrement hommage à l'œuvre de l'historien Aleksandar Matkovski, figure des travaux sur l'Holocauste en Macédoine à l'époque communiste. Nadja Danova reconstitue, elle, les scissions des recherches bulgares. Mais l'auteur ne se contente pas de dresser un état de littérature méticuleux. Prenant sa propre trajectoire biographique pour objet d'étude, elle engage une réflexion sur la transmission de la mémoire de l'Holocauste en Bulgarie communiste à la jonction entre su et tu. Le silence qu'elle évoque n'est pas uniquement celui de victimes juives qui, socialisées dans un ordre communiste contraignant, acceptèrent de taire certaines facettes de leur expérience de la guerre. Le « non-dit » put également faire communauté en dehors des mondes juifs, l'œuvre de passation s'opérant à travers les mots manquants eux-mêmes. Nadja Danova montre enfin comment des éclats d'information s'agrègent parfois en un sentiment d'urgence, celui de relater une histoire qui fait blessure. En dernier ressort émerge de sa contribution une image complexe de l'entrée en écriture, qui enchevêtre histoire familiale, expérience générationnellement située du communisme et sensibilités politiques, éclairant les paramètres des débats sur l'histoire de la Shoah en Bulgarie. À ces discussions publiques qui ont résonné des Balkans jusque outre-Atlantique, les contributions de la dernière partie de cet ouvrage sont consacrées.

46 Les départs auraient concerné 36 053 Grecs entre mai 1941 et août 1942 et 74 967 entre août 1942 et juin 1943, toujours d'après la même source.

47 Voir Vasilis Ritzaleos, p.117.

48 Ibid.

49 Stefan Troebst, « Macedonian Historiography on the Holocaust in Macedonia under Bulgarian Occupation », *Südosteuropäische Hefte*, 2(1), 2013, p.107-114.

[SOMMAIRE](#)[DÉBUT D'ARTICLE](#)[CITER CET ARTICLE](#)

## L'ACTUALITÉ DU PASSÉ : POLITIQUES MÉMORIELLES ET MÉMOIRES DIFFRACTÉES

Munis de ces fragments d'histoire et d'historiographie, nous pouvons reprendre l'arpentage des enjeux mémoriels sur lesquels cette introduction s'était ouverte. Il ne s'agit en l'occurrence pas d'adopter une posture surplombante doublée d'une mission de dévoilement, encore moins d'espérer résoudre les querelles présentes, seulement d'éclairer certains de leurs motifs, acteurs et sites. Par-delà les différences d'approche, les contributions ici rassemblées ont en commun de chercher à penser avec le sensible (et non pas contre lui ou sans lui). Chacune d'entre elles met par ailleurs en lumière la centralité, chez les acteurs ayant investi le champ mémoriel, des opérations de (in)visibilisation du passé. L'histoire serait-elle crue et ressentie à mesure qu'elle est vue ?<sup>50</sup>

Qu'il s'agisse de dépeindre la scénographie de l'Holocauste proposée par le Musée mémorial de Skopje (Michael Berenbaum), d'évoquer la gravure des noms des « Justes parmi les Nations » dans le jardin de Yad Vashem en Israël (Irena Steinfeldt) ou d'étudier les cérémonies commémoratives des événements de mars 1943 en Bulgarie et en Macédoine (Liljana Dejanova et Nadège Ragaru), nous sommes en présence de mises en scène de l'avant qui oscillent entre le tri et l'assemblage, l'extraction et la fixation, le rétrécissement et l'extension des événements. Quels sont donc les effets attendus de ces entreprises de visualisation : accroître la lisibilité des faits, en asserter la véracité ou assurer une mise en relation affective avec ce qui n'est plus ? L'obsession de « donner à voir l'histoire » apparaît ici d'autant plus remarquable qu'elle jouxte une indifférence apparente à la réception des dispositifs institués : que voient les publics des images qui leur sont proposées ? Nous n'en saurons en vérité que peu de chose<sup>51</sup>.

Faire voir pour affirmer l'existence d'une vérité exclusive, telle est la configuration que Liljana Dejanova s'attache à décrire dans son étude subtile des débats publics ayant accompagné la célébration du 70<sup>e</sup> anniversaire des déportations et non-déportations en Bulgarie. Mobilisant une riche palette de sources (manuels scolaires, publications de presse, déclarations en marge des commémorations, etc.), l'auteur replace ce moment mémoriel dans un contexte historique plus large. Analysant les figurations changeantes de la guerre et de l'Holocauste depuis 1944, elle montre la lente cristallisation d'une topique du « sauvetage des Juifs bulgares » et les relations ambivalentes que celle-ci entretint, au gré des conjonctures politiques, avec l'évocation des violences antijuives. Elle retrace aussi l'émergence en Bulgarie, dans le courant des années 2000, d'un « consensus populiste, nationaliste, post-politique, i.e. expert ou quasi-expert » sur la Shoah. Violentement opposés après 1989, milieux anti-

50 La question n'est pas sans dialoguer avec les interrogations sur la représentation qui hantent depuis des décennies les travaux historiens sur la Shoah ; mais elle en permute les termes. L'enjeu ne concerne plus les conditions de représentation de l'indescriptible. Il porte sur l'instrumentation du regard ressentant et sachant.

51 Sur cette question, se reporter au dossier « Voir l'histoire. Sources visuelles et écriture du regard » coordonné par Nadège Ragaru, *Critique internationale*, 66, 2015 (à paraître) et, plus particulièrement, à la réflexion que Sarah Gensburger a consacrée aux visiteurs d'une exposition muséographique : Sarah Gensburger, « Voir et devoir voir le passé. Retour sur une exposition historique à visée commémorative ».



**■ ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA SHOAH EN BULGARIE ET DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS :  
ESQUISSE D'UN CHANTIER HISTORIOGRAPHIQUE TRANSNATIONAL / Nadège Ragaru**

et ex-communistes ont progressivement convergé pour affirmer la légitimité de l'État à dire le « vrai » de l'histoire et à légiférer sur un passé reconstruit comme héroïque. Ce faisant, Liljana Dejanova rappelle que la trajectoire bulgare ne saurait être isolée d'un contexte européen caractérisé par la profusion des lois mémorielles.

Assurément, les controverses actuelles participent d'un temps global où l'actualité de la Shoah semble croître à mesure que disparaissent ceux qui l'ont vécue, en une publicisation hantée par la peur de l'oubli. La spécificité de la trajectoire bulgare réside à cet égard moins dans l'amorce de débats publics sur l'Holocauste que dans leur caractère tardif. L'effondrement du communisme a inauguré le « retour en Europe » d'États est-européens qui, pour reprendre la formule de l'historienne Maria Janion, y sont entrés « avec leurs morts »<sup>52</sup>. Certains observateurs ont craint que ne se dresse un nouveau « mur de Berlin de la mémoire » qui aurait opposé à un Ouest accordant une place centrale à la Shoah, un Est avant tout désireux de faire reconnaître les crimes du communisme<sup>53</sup>. Dans la seconde moitié des années 1990, plusieurs candidats à l'UE (la Roumanie et les pays Baltes notamment) furent dès lors invités à entreprendre un examen critique de la seconde Guerre mondiale<sup>54</sup> ; mais, à l'époque, la Bulgarie ne fit l'objet d'aucune sollicitation : mémoires du communisme et de la Shoah n'étaient pas perçus comme y entretenant des relations de concurrence. À la veille de l'accession, le seul passé que le Parlement européen invita les élites bulgares à relire était celui du communisme (recommandant l'adoption d'une loi de déclassification des archives de l'ancienne Sûreté d'État). Ce sont d'autres focales qu'il convient donc d'adopter si l'on souhaite reconstituer la genèse des débats sur l'Holocauste dans ce pays : focales étroite (en considérant les recompositions politiques et identitaires survenues en Bulgarie et en Macédoine) et large (à travers une réflexion sur les horizons transnationaux, diasporiques notamment, des contentieux mémoriels).

Donner à voir, oui, mais à quels publics ? La contribution que j'ai consacrée aux controverses bulgare-macédoniennes prolonge ici la réflexion de Liljana Dejanova en interrogeant la démultiplication des scènes balkaniques, européennes et internationales sur lesquelles ces querelles se sont jouées. L'intensité des contentieux me semble résulter, en premier lieu, des opérations concurrentielles de nationalisation du passé auxquelles les deux pays se sont livrés. Progressivement incorporé dans des récits rivaux où les destinées juives étaient érigées en métaphores des vertus héroïques et des souffrances des nations titulaires, l'événement de la Shoah a acquis une importance nouvelle après 1989, à la faveur des relectures post-communistes des histoires nationales et en raison de la structuration des échiquiers politiques par histoire interposée. Se limiter à ces deux paramètres reviendrait toutefois à omettre que les disputes bilatérales ont voyagé en traduction, subissant des reformulations à mesure qu'une gamme toujours plus diversifiée d'acteurs les investissait. En l'occurrence, il importe de noter ce que les entreprises

52 « Oui à l'Europe, avait-elle déclaré, mais nous y rentrerons avec nos morts », cité dans Georges Mink et Laure Neumayer (dir), *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris : La Découverte, 2007, p.12.

53 Emmanuel Droit, « Le Goulag contre la Shoah. Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 94 (2), 2007, p.101-120.

54 Eva-Clarita Onken, « The Politics of Finding Historical Truth: Reviewing Baltic History Commissions and their Work », *Journal of Baltic Studies*, 38(1), 2007, p.109-116; Elie Wiesel, Tuvia Friling, Radu Ioanid, Mihail E. Ionescu (dir.), *Comisia internationala pentru studierea Holocaustului în România. Raport final* [Commission internationale pour l'étude de l'Holocauste en Roumanie. Rapport final], Iași : Polirom, 2004.

**■ ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA SHOAH EN BULGARIE ET DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS :  
ESQUISSE D'UN CHANTIER HISTORIOGRAPHIQUE TRANSNATIONAL / Nadège Ragaru**

concurrentes de façonnage du passé doivent à une transnationalisation de l'écriture mémorielle de la Shoah à laquelle les communautés juives établies aux États-Unis et en Israël et les diasporas balkaniques non juives ont apporté une contribution majeure. Les contentieux présents ont partie liée avec la renégociation de la topographie de la mémoire de la Shoah et des lieux depuis lesquels l'histoire en est écrite. Nationalisation et transnationalisation des remémorations institutionnalisées de l'Holocauste apparaissent dès lors comme des processus joints.

L'Institut Yad Vashem en Israël constitue précisément l'une de ces arènes investies par des entrepreneurs de mémoire originaires des Balkans dans l'espoir de voir sanctionné un passé incontestable. Revenant sur les dilemmes auxquels le Programme « Juste parmi les Nations » est confronté, Irena Steinfeldt évoque avec délicatesse la cristallisation d'attentes individuelles et collectives, au prix d'une confusion entre reconnaissance de mérites individuels et connaissance de la Shoah. Sarah Gensburger avait justement décrit ce processus dans le contexte français : « originellement portées par des individus constitués en témoins, l'évocation et la reconnaissance des Justes sont devenues des affaires d'État »<sup>55</sup>. Or, rappelle la directrice du Programme, les critères d'éligibilité au statut de « Juste » et les critères historiens d'établissement de la preuve scientifique peuvent ne pas converger. La dissemblance des finalités dit celle des aunes de mesure. Tout aussi problématique lui semble être la propension de certains acteurs à faire du nombre des Justes un étalon de mesure des vertus comparées des nations européennes face à l'Holocauste. Irena Steinfeldt rappelle à cet égard les contingences, y compris géopolitiques (les divisions de la guerre froide, par exemple), ayant pu informer la constitution des dossiers de reconnaissance. Sous sa plume, Yad Vashem apparaît ainsi comme une arène où s'exposent les divisions traversant les États et les communautés juives nées et/ou vivant dans les Balkans.

Donner à voir - c'était la quatrième hypothèse que nous évoquions – pourrait enfin viser l'instauration d'un lien sensible entre passé et présent. Dans une contribution qui récapitule l'ensemble des enjeux évoqués dans cet ouvrage, Michael Berenbaum, concepteur de l'exposition permanente du Musée mémorial de l'Holocauste de Skopje inauguré en mars 2011, semble faire sienne une telle optique. Sa contribution précise d'abord la définition qu'il a souhaité promouvoir de l'institution muséale : « un musée doit être un musée qui raconte une histoire (...) [à] la différence de nombreux musées historiques principalement centrés sur des artefacts et qui racontent l'histoire des artefacts qu'ils détiennent »<sup>56</sup>. Et de fait, la réflexion du consultant américain ne procède pas à un inventaire des traces du passé disponibles ; elle ne s'attarde pas non plus sur la recreation d'objets dont les originaux ont disparu ou sont exposés en d'autres lieux ; elle ne discute pas davantage les interactions entre supports, témoignages filmés, photographies ou objets.

L'attention de Michael Berenbaum se situe ailleurs : elle porte sur l'élucidation des médiations à travers lesquelles visiteurs et histoire muséifiée se rencontrent. L'entrée dans le passé, avance l'auteur, doit intervenir par le truchement de l'émotion et de l'identification personnelle. Remarquable est à cet égard sa description de

55 Sarah Gensburger, *Les Justes de France. Politiques publiques de la mémoire*, Paris : Presses de Sciences Po, 2010, p.13.

56 Voir la contribution de Michael Berenbaum, p.178.

**■ ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA SHOAH EN BULGARIE ET DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS :  
ESQUISSE D'UN CHANTIER HISTORIOGRAPHIQUE TRANSNATIONAL / Nadège Ragaru**

la collection de photographies de déportés exposées au rez-de-chaussée, cette « série de cadres dessinés par Edward Jacobs, semblables à ceux que l'on trouve dans nos maisons et nos bureaux, dont beaucoup, mais pas tous, montrent une photographie de victimes de l'Holocauste. Certains ont été laissés délibérément vides et d'autres contiennent un miroir dans lequel le visiteur peut voir son image en tant que victime potentielle »<sup>57</sup>. Cette histoire au musée se veut par ailleurs accessible à tous publics, contée en une succession de gros plans et de hors-champs. La profondeur historique retenue est celle d'une histoire juive entamée en Macédoine au second siècle avant Jésus-Christ. La ligne du temps émerge du croisement entre plusieurs fils narratifs qui unissent l'ici et l'ailleurs : le récit, entamé dans l'Antiquité, reprend sous l'ère ottomane pour saluer la qualité de la coexistence intercommunautaire et la richesse de la vie juive sépharade impériale. Décentrés, le Moyen Age et la Renaissance sont évoqués par le biais de l'Espagne au temps de l'Inquisition. Les cadrages spatiaux ne laissent d'entrelacer les échelles : horizons transnationaux de la vie juive (mondes sépharades et culture ladino ; « Solution finale » ; émigration d'après-guerre), inscription nationale macédonienne et histoire locale (le quartier juif de Skopje). Ainsi se dessine, pas à pas, l'image d'un monde qui fut.

\*

En cheminant à travers l'histoire, l'historiographie et les politiques de la mémoire en Bulgarie et dans les territoires sous administration bulgare, l'objectif n'était aucunement de suggérer une « juste » manière d'agréger les faits et leur remémoration, le passé et le présent. Il était plus modestement de « lire et relier »<sup>58</sup> pour discerner ce qui résiste à l'entendement et tenter d'en faire matière à réflexion. L'histoire de la Shoah ne fait nulle exception à la règle qui veut que le passé soit interrogé depuis des présents labiles et revêtu à leur contact des visages changeants. Sans doute est-ce à ce prix qu'il conserve son actualité ? Que l'intelligence de l'Holocauste soit diffractée sous l'effet de contentieux partiellement extérieurs à elle constitue une donnée avec laquelle il convient de faire œuvre d'historien malgré tout. Et de relever le défi d'une « connaissance vouée au risque du sensible »<sup>59</sup>.

**CITER CET ARTICLE****Nadège Ragaru « ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA SHOAH EN BULGARIE ET DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS :  
ESQUISSE D'UN CHANTIER HISTORIOGRAPHIQUE TRANSNATIONAL »**

in : Nadège Ragaru (dir.), *La Shoah en Europe du Sud-Est : les Juifs en Bulgarie et dans les terres sous administration bulgare (1941-1944)*. Actes du colloque des 9 et 10 juin 2013, éditions du Mémorial de la Shoah [En ligne], p. 9-27, mis en ligne le 28/07/2014. ISBN 978-2-916966-68-7

<http://www.memorialdelashoah.org/index.php/fr/programme-des-activites/colloques/actes-de-colloques>

57 Op. cit., p.179.

58 Sur ce que la compréhension doit à cette œuvre de reliure et de lectures, voir Patrick Boucheron, *Faire profession d'historien*, Paris : Publications de la Sorbonne, 2010, p.7-36 (p.11).

59 Georges Didi-Huberman, *Atlas ou le gai savoir inquiet. L'œil de l'histoire*, 3, Paris : Les Éditions de Minuit, 2011, p.13.